

AVIS

ENV.24.4.AV

Site à réaménager CH165 dit "Providence" à
CHARLEROI – Projet de contenu du rapport sur les
incidences environnementales

Avis adopté le 08/01/2024

DONNEES INTRODUCTIVES

Demande :

- *Initiateur :* IGRETEC
- *Demandeur :* Gouvernement wallon
- *Autorité compétente :* Gouvernement wallon

Avis :

- *Référence légale :* D.VIII.33§4 du Code du développement territorial (CoDT)
- *Date de réception du dossier :* 14/12/2023
- *Date de fin du délai de remise d'avis (délai de rigueur) :* 13/01/2024 (30 jours à partir de la réception)
- *Portée de l'avis :* Ampleur et précision des informations que doit contenir le rapport sur les incidences environnementales (RIE)

Projet :

- *Localisation & situation au plan de secteur :* Ancien site Carsid - zone d'activité économique industrielle

Brève description du projet et de son contexte :

Le périmètre SAR couvre 87 ha et vise la reconversion du site CARSID. Il fait partie de la porte d'entrée ouest de Charleroi à Marchienne-au-Pont et Dampremy et s'étend entre la Sambre et le Canal de Charleroi-Bruxelles, avec une partie au nord du canal. Les terrains sont aujourd'hui occupés par des friches industrielles (bâtiments, infrastructures...). Ils appartiennent en majorité à CARSID et DUFERCO Wallonie (fin des activités sur place en 2012). La reconversion de la zone s'appuie sur un Masterplan stratégique de déploiement industriel et économique pour le site de la Porte Ouest de Charleroi (120 ha). L'objectif premier est de recréer de l'activité et de l'emploi.

Dans la partie ouest du périmètre, on trouve au Masterplan le projet de caserne militaire « Quartier du futur » (30 ha). Dans sa partie centrale, le « Campus Confluence », parc d'activités économiques dédié au PME de 30 ha. Le reste du Masterplan, principalement au sud de la Sambre, fera l'objet d'une procédure séparée. Il propose notamment un parc métropolitain : le Phare Ouest.

Le périmètre est encadré par :

- à l'ouest, les rues du Chênois et Arthur Decoux, ainsi que la voie de chemin de fer ;
- au nord, la rue du Port et la rue de la Pairelle ;
- au sud, la rue de la Providence, la route de Mons et la Sambre ;
- à l'est, la jonction entre le Canal Charleroi-Bruxelles et la Sambre.

Il est entouré d'activités économiques et industrielles et de quelques habitations.

1. AVIS

Sur base des informations qui lui ont été transmises (projet de contenu de RIE et avant-projet de SAR), le Pôle Environnement émet les remarques suivantes concernant l'ampleur et la précision des informations contenues dans le RIE relatif au périmètre du site à réaménager CH165 dit « Providence » à CHARLEROI.

Le Pôle Environnement relève tout d'abord que le projet de contenu proposé s'inscrit globalement dans le contenu minimum de l'article D.VIII.33 §3 du CoDT, en le reformulant et sans le suivre entièrement. C'est pourquoi le Pôle émet ces quelques remarques :

- A propos de l'article D.VIII.33§3 1° du CoDT, il s'agit bien de résumer le contenu du projet de *plan* (soit le périmètre du site à réaménager) et non le contenu du RIE, comme indiqué en pp 96 et 102 de la demande de reconnaissance. Par ailleurs, en ce qui concerne les « plans et programmes pertinents », il peut aussi s'agir, pour le Pôle, de documents stratégiques *communaux* ou supra-communaux, le programme stratégique Seine-Escaut par exemple.
- A propos du D.VIII 33§3 3°, le Pôle note que l'on entend par « zones sensibles » les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le projet.
- Quant au D.VIII 33§3 6°, il s'agit de garder à l'esprit, pour l'auteur du RIE, que les « impacts » du projet de la table des matières proposée (points 3.2 et 3.3) sont bien les incidences *environnementales* non négligeables probables.
- En ce qui concerne le D.VIII 33§3 8°, le Pôle regrette que la simplification de la table des matières proposée par rapport au contenu minimum fasse perdre la séquence éviter-réduire-compenser (E-R-C). Il suggère de la réintégrer.
- Enfin, la table des matières proposée en p 103 de la demande de reconnaissance ne reprend pas les « mesures de suivi » prescrites par l'article D.VIII 33§3 12°. Elles doivent y être réintégrées.

En conclusion pour ce point, le Pôle suggère à l'auteur du RIE, si le choix se porte sur une table des matières simplifiée par rapport au prescrit du CoDT, de se référer aux notes explicatives fournies dans la demande de reconnaissance, ainsi qu'au présent avis, en ce compris les explications du point 3 ci-dessous.

Par ailleurs, le Pôle attire l'attention sur les éléments qui suivent :

- le périmètre proposé de SAR doit être justifié au dossier, en se fondant sur les limites physiques, cadastrales, etc., mais aussi sur les projets du Masterplan et leur chronologie. Le cas échéant, le RIE peut proposer des modifications de périmètre (alternatives) ;
- le projet s'inscrit dans un site aux enjeux importants pour la Ville de Charleroi et aura valeur d'exemple. C'est pourquoi le Pôle demande que le RIE porte une attention particulière à :
 - les opportunités que constituent la voie fluviale et le chemin de fer. Les terrains en ZAEI dans cette configuration sont rares en effet ;
 - les possibilités d'utilisation de la chaleur et/ou de l'oxygène du projet Columbus situé plus au nord le long du canal ;
 - l'éventuelle conservation/réutilisation du patrimoine industriel, ou au rappel de celui-ci dans le projet (voir inventaires des infrastructures à démolir et à maintenir p 53) ;
 - la réutilisation des déchets de démolition ;
 - la gestion des plantes invasives (visibles sur les photos du dossier) lors des travaux ;
 - la réalisation d'un inventaire détaillé de la faune et de la flore sur cette friche de grande surface, comprenant des milieux variés, bâtis et non bâtis, dont des restes de terrils ;

- la parfaite connexion du site aux réseaux de transport en commun et modes doux.

Etant donné le stade précoce de la reconversion de la Porte Ouest, il ne s'agit pas de dessiner dès à présent et dans les détails les plans des futures demandes de permis, mais de fournir les données et principes de base qui permettront de ne pas compromettre les grands objectifs (environnementaux en ce qui concerne le RIE) et enjeux de la zone.

Pour terminer, le Pôle attire l'attention sur :

- l'importance de l'évaluation environnementale (voir point 2 ci-dessous) ;
- les attentes générales du Pôle (voir point 3 ci-dessous) ;

Enfin, le Pôle tient à préciser que le présent avis ne préjuge pas des avis qui seront émis par le Pôle dans la suite de la procédure relative à ce dossier.

2. IMPORTANCE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

↳ *Ce point a pour objet de rappeler toute l'importance de l'évaluation environnementale qui est davantage qu'une simple procédure administrative imposée et qui doit être menée de manière rigoureuse et approfondie.*

- L'évaluation des incidences, telle que prévue par le Livre 1^{er} du Code du droit de l'Environnement, doit avoir principalement pour but (article D.50) :
 - de protéger et d'améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions de vie de la population, pour lui assurer un environnement sain, sûr et agréable ;
 - de gérer le milieu de vie et les ressources naturelles, de façon à préserver leurs qualités et à utiliser rationnellement et judicieusement leurs potentialités ;
 - d'instaurer entre les besoins humains et le milieu de vie un équilibre qui permette à l'ensemble de la population de jouir durablement d'un cadre et de conditions de vie convenables ;
 - d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption des plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en vue de promouvoir un développement durable.
- Tout document d'évaluation doit identifier, décrire et évaluer les incidences des projets ou des plans et programmes (PP) sur l'environnement. **Davantage qu'une simple procédure administrative imposée**, ce document doit donner aux autorités, aux instances et au public toutes les informations leur permettant de se positionner pleinement quant à la **pertinence environnementale des options retenues** par les projets ou les plans et programmes.

C'est en effet sur la base de cette évaluation que tout projet doit être adapté pour éviter, réduire, compenser les incidences environnementales négatives, pour amplifier les incidences positives.

- Au Pôle, c'est sur la base des évaluations environnementales que tous les projets (logements, infrastructures, éoliennes, processus industriels...), mais également tous les plans et programmes (plans d'aménagement forestier, aménagements fonciers ruraux, parcs naturels, plans de gestion par district hydrographique, plan wallon des déchets-ressources, programme de gestion durable de l'azote en agriculture...) sont analysés en vue d'identifier leur opportunité environnementale. C'est

pourquoi il considère que **l'évaluation doit être menée de manière rigoureuse et approfondie sur les principaux enjeux environnementaux.**

- Au vu de l'importance que le Pôle accorde à l'évaluation environnementale, le Pôle recommande que le RIE soit rédigé par un bureau d'étude spécialisé en la matière. Toutefois, le Pôle souligne la nécessité d'un échange d'informations entre le bureau d'étude et l'administration afin d'assurer la qualité du document.
- La démarche environnementale doit donc faire partie intégrante du processus de conception de tout plan et programme.

3. ATTENTES GENERALES

- Le RIE doit permettre à tous les intervenants de se prononcer sur le niveau des impacts environnementaux éventuels liés à la mise en œuvre de tout plan/programme (PP).
- Le RIE doit pouvoir se lire indépendamment du projet de PP. Les principaux éléments de ce dernier doivent donc se retrouver dans le RIE. Les renvois vers l'avant-projet de PP ne doivent servir qu'à apporter plus de précisions aux propos.
- Le Pôle est conscient que l'évaluation environnementale de ce type de document présente des difficultés vu la complexité des contextes et des analyses intégrées. C'est pourquoi il insiste pour que le processus d'évaluation soit :
 - interactif > les rédacteurs du projet et du RIE confrontent leurs avis, sources d'informations et recommandations ;
 - et itératif > les rédacteurs du projet intègrent les recommandations issues des analyses faites par les rédacteurs du RIE in itinere.
- Dans le tableau ci-dessous, le Pôle apporte des précisions sur ses attentes pour chaque point de contenu prévu par la législation. Il est entendu que ces attentes sont générales et doivent être adaptées par l'auteur du RIE en fonction de la portée du projet de plan ou schéma.

<i>Contenu minimum défini par le CoDT</i>	<i>Attentes générales du Pôle pour les RIE des plans et schémas</i>
<p>1° un résumé du contenu, une description des objectifs principaux du plan ou du schéma et les liens avec d'autres plans et programmes (PP) pertinents, et notamment avec l'article D.1. ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Reprendre une description globale et rapide du plan/schéma ; ○ Présenter : <ul style="list-style-type: none"> - les principaux enjeux du plan/schéma ; - les objectifs du plan/schéma qui en découlent et leur hiérarchisation (comment ces objectifs répondent aux enjeux) ; ○ Lister les PP potentiellement <u>pertinents</u> ; ○ Expliquer les liens entre les objectifs du plan/schéma et les objectifs pertinents des PP pertinents en fonction de leur portée géographique/administrative. Il s'agit d'identifier les antagonismes et les synergies entre les objectifs. Les enjeux environnementaux issus de ces liens sont détaillés dans le chapitre 4° 'Problèmes environnementaux'. <p>Ce point doit viser à déterminer en quoi les PP peuvent influencer le projet de plan/schéma, le déforcer ou le renforcer, et inversement. Aussi, il doit identifier les difficultés de mise en œuvre d'autres PP si le projet de plan/schéma est adopté. Il doit certes s'agir d'un examen au niveau des</p>

Contenu minimum défini par le CoDT	Attentes générales du Pôle pour les RIE des plans et schémas
	objectifs généraux, mais aussi des mesures concrètes sur le territoire concerné. Les plans et programmes pertinents dans les régions limitrophes doivent être intégrés à la réflexion, selon les mêmes modalités.
2° les aspects pertinents de la situation socio-économique et environnementale ainsi que son évolution probable si le plan ou le schéma n'est pas mis en œuvre ;	La situation environnementale : <ul style="list-style-type: none"> ○ présente les thématiques environnementales concernées par le plan/schéma selon une échelle adaptée aux nuances territoriales et/ou sectorielles (agriculture, forêt, résidentiel, industriel...); ○ dans les périmètres impactés, présente les grandes tendances et caractéristiques ; ○ tient compte des impacts du plan/schéma sur l'extérieur (régions limitrophes, voire autres) mais aussi des impacts de l'extérieur sur le territoire permettant d'expliquer une situation de fait ; ○ présente l'évolution des éléments forts de la situation environnementale si le plan/schéma n'est pas mis en œuvre (situation « o »). L'objectivation de la situation sera défendue par l'utilisation de données, statistiques et modèles tendanciels existants.
3° les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable ;	Les caractéristiques reprises ici ressortent notamment du point précédent (2° situation environnementale) mais présentent des nuances territoriales liées aux problématiques spécifiques du plan/schéma. Les zones susceptibles d'être touchées de manière notable peuvent être impactées positivement ou négativement.
4° en cas d'adoption ou de révision d'un plan de secteur, d'un schéma de développement pluricommunal ou communal, d'un schéma d'orientation local, les incidences non négligeables probables spécifiques lorsqu'est prévue l'inscription d'une zone dans laquelle pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 96/82/C.E. ou lorsqu'est prévue l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements ;	
5° les objectifs de la protection de l'environnement pertinents et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de l'élaboration du plan ou du schéma ;	Ce point : <ul style="list-style-type: none"> ○ définit les objectifs environnementaux du plan/schéma ; ○ explique la manière dont ont été fixés ces objectifs ; ○ explique le choix de ces objectifs, les arbitrages ayant eu lieu entre les différentes problématiques environnementales ; ○ explique en quoi les objectifs fixés permettent de se différencier de la situation « o » ou au contraire permettent de la maintenir si celle-ci rencontre déjà les objectifs environnementaux ; ○ explique éventuellement l'absence d'objectif environnemental au premier plan.
6° les problèmes environnementaux liés au plan ou au schéma... en ce compris les incidences non négligeables probables , à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs , sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les	Cette première partie présente les différentes problématiques/fonctions/domaines environnementaux et leurs interactions au sein des périmètres dont question ci-dessus (point 1° et 2°) et dès lors souligne en quoi le PP peut mener à des impacts négatifs (voir seconde partie). Cette seconde partie : <ul style="list-style-type: none"> ○ explique la méthodologie de l'évaluation et le cheminement menant aux conclusions ; ○ présente, de manière synthétique (la présentation sous forme de tableau est adéquate), les incidences positives et négatives des mesures du plan/schéma sur les différentes thématiques environnementales ; ○ expose les enjeux environnementaux liés au choix des

<i>Contenu minimum défini par le CoDT</i>	<i>Attentes générales du Pôle pour les RIE des plans et schémas</i>
paysages et les interactions entre ces facteurs ;	<p>mesures ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ fait apparaître uniquement ce qui change par rapport à la situation « o ». <p>Une description des effets positifs est primordiale afin de montrer la contribution du projet à la protection de l'environnement. Le Pôle est favorable à une analyse qualitative mais recommande que les tableaux croisés soient bien étayés. Par ailleurs, le RIE devrait examiner les incidences croisées (synergies ou contradictions) entre objectifs/actions.</p>
<p>7° en cas d'adoption ou de révision du schéma de développement du territoire ou d'un plan de secteur, les incidences sur l'activité agricole et forestière ; Note : vise uniquement le SDT et le PdS.</p>	
<p>8° les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable de la mise en œuvre du plan ou du schéma sur l'environnement ;</p>	<p>Ce point détaille les mesures correctrices ou amplificatrices (pourquoi ces mesures doivent être prises, comment seront-elles appliquées, suivi possible...).</p>
<p>9° en cas d'adoption ou de révision d'un plan de secteur, l'évaluation des compensations proposées par le Gouvernement en application de l'article D.II.45, § 3 ; Note : vise uniquement le SDT et le PdS.</p>	
<p>10° la présentation des alternatives possibles et de leur justification en fonction des points 1° à 9° ;</p>	<p>Globalement, le Pôle estime que la recherche d'alternatives devrait notamment tenter d'identifier le scénario idéal, c'est-à-dire un programme de mesures centré sur un nombre de mesures restreint présentant un gain environnemental important pour un coût financier limité.</p>
<p>11° une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées ;</p>	<p>Ce point :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ présente la procédure appliquée pour l'élaboration du plan/schéma et de son RIE ; ○ montre si les remarques du RIE ont été prises en compte dans le plan/schéma ; (d'autres raisons que les raisons environnementales pourraient induire qu'une recommandation ne soit pas intégrée mais elle aura été prise en compte) ; ○ détaille les différentes difficultés rencontrées (délai de réalisation trop court, manque de données, d'expertise technique ...) ; ○ attire l'attention sur l'auto-évaluation.
<p>12° les mesures de suivi envisagées conformément à l'article D.VIII. 35 ;</p>	<p>Ce point :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ définit les indicateurs/mesures de suivi qui permettront de savoir si le PP est respecté ; ○ reprend des indicateurs/mesures de suivi globaux mais aussi, le cas échéant, particuliers ; ○ privilégie des mesures de suivi faciles à mettre en œuvre.
<p>13° un résumé non technique des informations visées ci-dessus.</p>	<p>Le résumé non technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ est destiné à un large public et doit donc être lisible par tout le monde ; ○ présente les points forts du plan/schéma.

LE PÔLE ENVIRONNEMENT

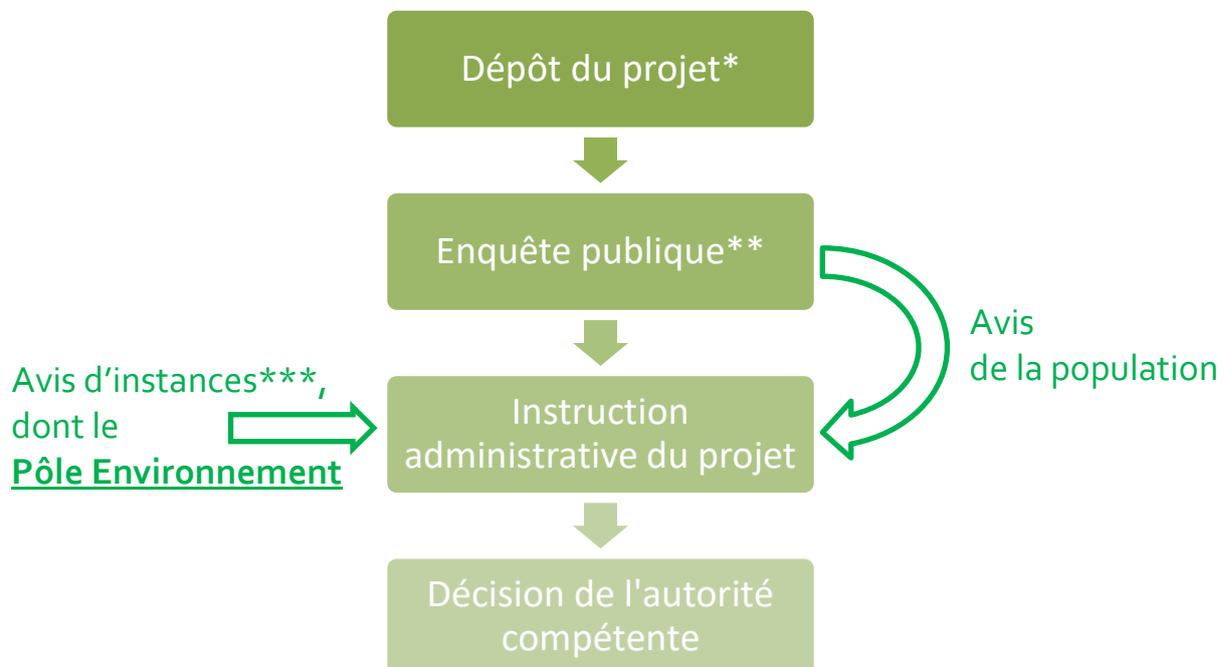
Quelle est la composition du Pôle ?

Quelles sont les missions du Pôle ?

Où retrouver tous les avis rendus par le Pôle ?

→ Consultez <https://www.cesewallonie.be/instances/pole-environnement>

Mais au fait, quelle est la place de l'avis du Pôle dans les différentes procédures ?



* Demande de permis ou projet de plan ou programme

** Ne sont pas soumis à enquête publique : demande d'exemption de la réalisation d'un RIE, projet de contenu des RIE, information dans les procédures de révision des plans de secteur...

*** Services régionaux et communaux, CCATM, Pôle Aménagement du territoire...

Notes :

- L'avis émis est le résultat de la conciliation des points de vue des diverses organisations et a pour objet d'éclairer l'autorité compétente dans sa prise de décision.
- La consultation du Pôle Environnement est obligatoire mais l'avis n'est pas conforme (moyennant motivation, l'autorité peut s'en écarter).
- A défaut d'avis, ceux-ci sont réputés favorables.